

# Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.D.E.S. - ISSN 1240-0009 - Numéro 63 Juillet-Aout 2000 - 10 francs

## LES PATRONS sont-ils INDISPENSABLES ?



*La Lettre du C.D.E.S.*,  
bulletin du réseau  
**Le Combat Syndicaliste**,  
est le bimestriel de l'union régionale  
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

## Pour contacter le journal:

Le Combat Syndicaliste,  
CNT-AIT  
7, rue St-Rémésy  
31000 Toulouse  
Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Abonnement un an :  
Tarif normal : 50frs  
Abonnement de soutien : 100frs ou plus  
libellez vos chèques à :  
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

**Pour contacter  
le secrétariat régional :**  
CNT-AIT, B.P 158  
82001 Montauban cedex

**Autres adresses :**  
Secrétariat de l'Association Internationale  
des Travailleurs :  
AIT, apartado 4141, 18080 Grenade,  
Espagne.  
Fax : (958) 28 89 92

Bureau confédéral de la Confédération  
Nationale du Travail :  
CNT, B.P 511,  
64010 Pau Université

Réseau Le Combat Syndicaliste  
Rédaction nationale  
CNT-AIT c/o CESL 25014  
Besançon cedex

*"La Lettre du C.D.E.S."*  
ISSN 1240-0009 CPPAP 72171  
Directeur J. Pastor  
IMPSPE CNTAIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à  
titre militant par des adhérents  
de la CNT, chômeurs ou salariés,  
après leur journée de travail.

Depuis des années, à chaque renégociation de la convention de l'UNEDIC avec les "syndicats représentatifs", le patronat en profite pour avancer des positions de plus en plus dures contre les chômeurs. Alors que l'UNEDIC fait d'importants bénéfices (6 milliards d'excédents en 2000, 14 milliards prévus en 2001), il frappe cette fois très fort. Avec des "partenaires sociaux" plus ou moins ouvertement complices, il veut obtenir une modification complète du régime de l'UNEDIC.

Pour résumer : Il y a quelques années, quand on tombait au chômage, on touchait une indemnité fixe pendant toute la durée de l'indemnisation. Puis le patronat a inventé, avec l'appui en particulier de la CFTD, l'A.U.D. (*l'Allocation Unique Dégressive*), c'est-à-dire une indemnité fondante dans le temps. Chaque salarié qui avait cotisé un certain temps aux ASSEDIC avait quand même droit à une (maigre) garantie de revenu en cas de licenciement ou de fin de contrat. On pouvait, à l'avance, calculer ses droits.

Le MEDEF (ex-CNPF) veut anéantir ce droit et le remplacer par une indemnisation des chômeurs selon des critères dits de "mérite", en fait "à la tête du client". En clair, après avoir cotisé, même pendant des années, vous n'auriez plus aucun droit, mais les dirigeants des caisses de chômage (c'est-à-dire les patrons et les syndicats complices) décideraient si vous "méritez" ou pas d'être indemnisé ! Sur le principe, cette réforme constitue un vol caractérisé. En effet, l'argent des ASSEDIC n'appartient pas au patronat ou aux syndicats. Que ce soit la part "ouvrière" ou la part "patronale", toutes ces sommes sont prélevées sur nos salaires, sur notre productivité. C'est exactement comme, si après avoir mis patiemment quelques sous de côté sur votre livret, la Caisse d'Épargne pouvait refuser de vous les rendre sous prétexte que votre tête ne lui revient pas !

Cette logique, c'est le règne de l'arbitraire et de la spoliation. C'est une arme de plus pour nous imposer des emplois de plus en plus précaires, flexibles, dangereux et sous-payés. Tout comme le CARE (*Contrat d'aide au retour à l'emploi*) présenté par le MEDEF au cours des discussions sur la "refondation sociale". L'aide en question revient en effet à l'obligation d'accepter n'importe quel emploi. Tout commencera par un pseudo "bilan de compétences" du chômeur. Les employés des caisses auront ordre de vous trouver compétent pour les boulots où le patronat aura besoin ponctuellement de beaucoup de main d'œuvre. Par exemple, en ce moment, il y a des besoins dans le bâtiment et la plasturgie. Si le système est appliqué gageons que beaucoup de chômeurs, surtout les plus pauvres et les basanés, seront jugés "compétents" pour être maçons ou carreurs, même si au départ ils ont été horlogers pendant 25 ans ou s'ils viennent de décrocher une maîtrise de sociologie. Si, dans quelques mois, les centrales nucléaires ont besoin de main d'œuvre, les maçons et les carreurs seront jugés tout aussi "compétents" pour aller y curer les tuyauteries. Une fois que vous aurez été jugé "compétent", deux ou trois emplois vous seront proposés et il vous faudra bien en prendre un, même si les conditions de travail sont dégueulasses et le salaire minable, car dans le cas inverse, votre indemnisation sera revue à la baisse ou supprimée.

Au-delà de l'affaire spécifique de l'UNEDIC, cette proposition, si elle passe, ouvre une autoroute au patronat pour remettre en cause très rapidement l'ensemble des acquis dans le secteur privé. A moyen terme le secteur public, qui va déjà de plus en plus vers la flexibilité et la précarisation, serait également aligné sur ces mesures.

Le danger est grand d'un retour aux conditions de travail du XIXème siècle. Il faut dénoncer partout les projets réactionnaires du patronat et de ses complices, il faut organiser, à la base, là où on le peut, dans les entreprises, comme dans les organisations ou les quartiers la résistance au capitalisme.

Paul, Marcel et Virginie,  
d'après un texte de la CNT-AIT de Besançon.

Elles ont gagné ! Les précaires des CLAE de Blagnac ont emporté le morceau : la mairie, confrontée pour la première fois de son histoire à une lutte menée par la base, jette l'éponge et vient de créer 14 postes de titulaires d'un coup. Assemblées générales, grèves, manifestations de rue, cahiers de doléance, conseils d'employés, ... l'action des municipaux de Blagnac a payé. Mais c'est surtout la solidarité et l'action directe qui ont gagné. Solidarité, parce que, de nombreux titulaires (en particulier ceux "des petites catégories" : dames des cantines, des crèches, ouvriers des services techniques et espaces verts, personnels d'Odysud, d'entretien...) n'ont pas hésité à se "mouiller", à se mettre en grève, à apporter leur soutien ouvertement aux précaires, malgré les intimidations et les pressions. Action directe, parce que ce conflit a été mené de bout en bout directement par les intéressées. Ce sont elles qui ont décidé, sans recours aux commissions paritaires, médiateurs, syndicats d'intégration, élus politiques, et autres conciliateurs... qui ne sont là que pour anesthésier et parasiter les luttes.

Tout n'est pas résolu pour autant bien entendu. Cependant, dans une période où la précarité s'institutionnalise, où le spectacle remplace la lutte, où les syndicats institutionnels trahissent sans vergogne ceux qu'ils prétendent représenter, cette lutte montre que non seulement on peut s'organiser par soi-même, en dehors de tout élu et de tout compromis, mais que l'on peut renverser la vapeur. C'est pourquoi nous essayerons, dans un prochain numéro, de présenter à nos lecteurs un dossier complet, en espérant que l'action des municipaux de Blagnac fera des petits ici et là !

La rédaction.

(\*1) Certains emplois sont à temps partiel. Rappelons que les précaires revendiquaient au départ 12 emplois - voir les précédents "Combat Syndicaliste".

La municipalité a concédé une réponse favorable à la revendication centrale des demandes d'ouvertures de postes de titulaires de l'animation. Les vacataires mobilisées seront toutes recrutées dès septembre 2000. Cet aboutissement, avant durcissement annoncé du conflit, n'appartient à personne d'autre qu'aux précaires, en lutte par nécessité et autour desquels les solidarités se sont tissées.

Nous n'évoquerons qu'à peine l'abandon en cours de route de la CGT, ni les actions anti-grévistes de quelques-uns de ses affiliés ou autres interventions d'intérêt personnel, ni le refus de la CFDT de s'associer au mouvement, ni ses manœuvres ostentatoires de récupération, ni l'absence de FO ... mais gageons que la mémoire collective saura s'en souvenir.

Car autant ces "centrales

syndicales" savent appeler aux grandes messes médiatiques nationales (surtout quand la collectivité s'en porte politiquement garante), autant elles montrent leur collusion avec les pouvoirs quand le combat est avant tout sur le terrain et dans un conflit avec les autorités locales. Bref, réaffirmons ici encore une fois que les luttes syndicalistes ne peuvent qu'être tenues à la base, par la base. L'histoire montre que la maîtrise d'un rapport de force s'organise non dans le suivisme irresponsable d'un quelconque mot d'ordre de bureau, mais bien dans la mobilisation des exploités eux-mêmes.

Le syndicalisme auquel se réfère la CNT-AIT ne supporte aucune collaboration avec quelque parti que ce soit ; il exprime en lui-même son projet révolutionnaire de changement social. Ses moyens sont donc conformes à ses buts : décisions à la

base en Assemblées générales, comités en conseils d'ouvriers ou d'employés, délégués non permanents révocables à tout moment, convergence des luttes (rémunération, conditions de travail, de vie, précarités, oppressions...). A ce titre, la lutte des vacataires de l'animation et les solidarités exprimées autour (titulaires, syndicalistes, parents d'élèves...) montrent la pertinence de cette position.

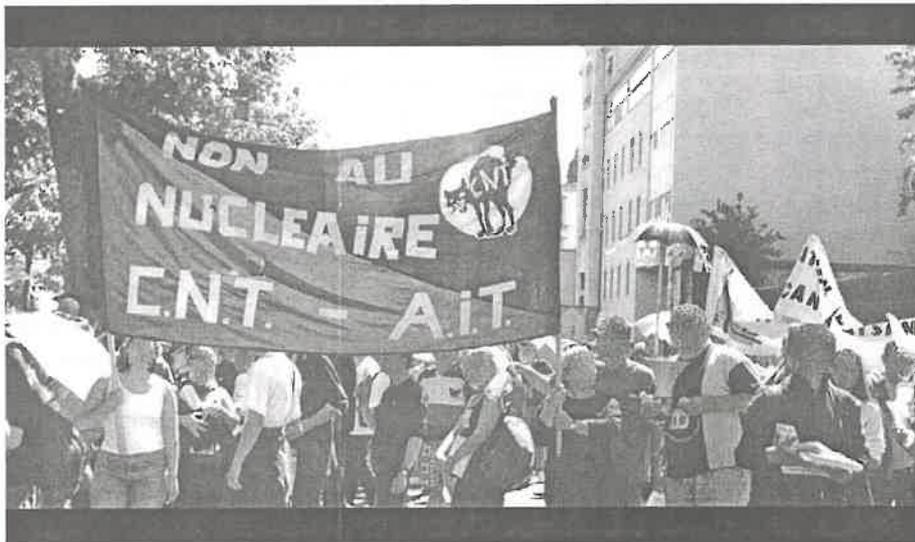
De conseils d'employés en A.G., de rencontres directes en délégations mandatées (sans recours aux instances qui n'ont de paritaire que le nom), d'actions et informations en actes de grève soutenus ... la rigidité des dirigeants a dû plier face à la détermination sans faille des employés solidaires et de l'intersyndicale qui les soutenait.

Pour notre part, nous précisons que la section CNT-AIT est toujours restée vigilante à observer le respect des moyens, tels qu'énoncés précédemment, au cours de la lutte. C'est ainsi qu'elle se propose constamment d'agir dans la clarté, car d'autres revendications sont encore présentes.

A chacun et à tous donc de savoir prendre en mains leurs objectifs, comme l'a montrée cette (première) lutte, car si rien n'est toujours acquis d'avance, rien n'est jamais perdu ! En l'occurrence, d'autres vacataires précaires sur des postes permanents dans divers services éclatés (cuisines, ménages, services des écoles...) se sont déjà fait connaître ; et les compléments de rémunération (liés aux conditions de travail et heures effectuées) sont toujours inégalement répartis : discrimination selon les services, les grades, les fonctions... Nous ne sommes pas dupes des enjeux politiques qui se sont nourris de cette lutte dans les coulisses de la mairie. Peu nous importe. Nous continuerons à nous battre.

CNT-AIT, section Blagnac

Dans le précédent numéro du *Combat Syndicaliste*, nous vous avons informés du projet de sites de déchets nucléaires. Il était prévu que l'un d'entre eux se situe près d'Aurillac, dans le Cantal. La population s'est fortement mobilisée contre ce projet.



Pour participer à la préparation de cette mobilisation, les militants CNT-AIT du Quercy avaient distribué des tracts, *"La mort à ses esclaves"*, dénonçant les conditions de travail des ouvriers intérimaires dans ce secteur. Ces tracts ont connu une très bonne répercussion. Ils ont été affichés de ci de là après avoir été photocopiés par des habitants.

La CNT-AIT de Midi-Pyrénées avait décidé de participer à la manifestation du 13 mai organisée par le Comité Le Ségala - La Châtaigneraie à Aurillac. Une des caractéristiques de cette manifestation, qui a regroupé environ 4000 per-

sonnes (dans une ville qui compte à peine 30 000 habitants) fut l'accueil et la convivialité. Bien que beaucoup d'agriculteurs aient mis à profit cette belle journée pour faire de l'ensilage, ils furent très nombreux dans le cortège. Une telle mobilisation est rare en milieu rural, d'autant plus que beaucoup de personnes étaient très motivées. Les choses se déroulèrent dans la plus grande simplicité, sans service d'ordre, et sans aucun incident.

Beaucoup de personnes, dans le cortège où 3 500 tracts CNT-AIT furent distribués, reprirent nos slogans comme *"Les déchets à l'Élysée, les déchets à Matignon"* mais surent aussi faire preuve d'imagination. Ainsi, un tonitruant *"Enfouissez les députés"*, immédiatement repris en chœur dans nos rangs, fit spontanément son apparition dans un groupe de paysans.

De nombreux contacts directs furent pris en milieu cantalou avec des personnes qui découvraient l'anarchosyndicalisme et nous fîmes directement connaissance avec des abonnés au journal que nous n'avions jamais eu l'occasion de rencontrer jusque là.

Bien sûr, les médias nationaux n'ont absolument pas relaté cette mobilisation qui n'avait pas de "gloires" parisiennes dans ses rangs. Ceci dit, pour l'instant, le projet de site d'enfouissement de déchets nucléaires dans le Cantal est gelé.

Amandine.

## Répression à la Poste

Pour imposer la détérioration des conditions de travail, la direction de La Poste se lance une nouvelle fois dans une politique de répression. Exemple, ci-contre, à Amiens (où la lutte se poursuit) avec la violation du local syndical CNT-AIT ; mais aussi, menaces individuelles à Besançon (page 6) ou à Toulouse. La direction départementale de la Haute-Garonne n'a pas digéré la dernière grève et cherche, sous des prétextes divers, à réprimer ceux qui sont simplement coupables d'avoir défendu leurs droits. Nous invitons tous les postiers qui seraient dans ce cas à prendre contact avec nous pour organiser une défense collective. Par ailleurs, lors du conflit d'avril, le Syndicat intercorporatif CNT-AIT de Toulouse avait commencé un travail de solidarité avec les grévistes. 3 850 francs ont été recueillis dans une première souscription. Nous remercions en particulier les salariés du Mirail qui y ont contribué. Il a été collectivement décidé que cette somme serait immédiatement affectée à la défense des grévistes si la direction départementale de La Poste essayait de les sanctionner.

Dédé

**L'Affranchi**

Supplément spécial P.T.T. du *Combat Syndicaliste* - C.N.T. - A.I.T.

**A.R.T.T., conditions de travail, précarité, ...**

**Seule la lutte Paye !**

*L'Affranchi* :

Ce supplément "spécial PTT" est à la disposition des salariés de La Poste. A demander au *Combat syndicaliste*.

### Amis touristes, bonne baignade à St-Pardoux !

Parce que les prétendus "responsables" ne veulent rien faire contre les causes de la pollution, le lac s'envase toujours dans les boues radioactives.

L'Organisation Anarchiste de Limoges diffuse largement depuis le début de l'été une information en quatre langues (allemand, hollandais, anglais, français) pour prévenir les touristes qu'ils se baignent dans un lac fortement radioactif. Le Limousin est déjà la première région française pour son taux de décès par cancer, mais cela n'arrête pas les nucléocrates qui veulent déverser 199500 tonnes de plus de déchets radioactifs dans le lac.

**Depuis le 16 décembre 99, les postiers du Centre de tri d'Amiens sont en lutte contre l'accord cadre national signé le 17 février 99 entre la direction, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC car cet accord augmente la flexibilité.**

Après un boycott des entretiens individuels, des préavis de grève d'une journée et de trois nuits sont déposés chaque semaine, et ensuite, il est décidé si le préavis est suivi ou pas<sup>(\*)</sup>. Malgré un essoufflement, compréhensible après plus de six mois de ce régime, les postiers n'ont pas baissé les bras, ce qui ne plaît pas du tout aux chefs, petits et grands, de La Poste, comme la suite va le prouver.

Le 20 avril 2000, la section syndicale CNT-AIT apprenait que son "local était fermé à la suite du comportement de deux postiers le 19 avril dans le Centre de Tri et dans le local CNT en particulier, jusqu'à nouvel ordre".

La Direction avait pénétré, en l'absence de tout adhérent, dans notre local syndical pour bloquer les fenêtres et changer la serrure. Le 27 avril, le secrétaire de la section syndicale recevait une convocation pour le jour même, pour "un entretien suite aux incidents du 19 avril". Cet entretien était en réalité un "questions-réponses" de deux heures pour notre compagnon, en tant que "responsable de la section et du local".

Bien que la CNT-AIT n'ait été en aucun cas responsable de quoi que ce soit, des cadres de La Poste, qui avaient provoqué les incidents en répondant par le mépris aux demandes légitimes de nos collègues, continuaient leurs menées anti-syndicalistes à l'encontre des militants, en les harcelant, en compagnie d'un huissier, pour que le local soit déménagé.

Ces gens-là ne s'arrêtant pas à ces hauts faits de courage, une deuxième tentative eut lieu le 3 mai vers 14 h 50, au moment où devait se tenir une heure d'information syndicale, destinée à parler des

sanctions des deux collègues et de l'atteinte aux droits syndicaux. Prévenus, ce sont quatre membres de la section qui firent face aux deux membres de la direction locale, au représentant de la direction départementale et à l'huissier. En résumé, la position des responsables de La Poste était qu'ils reprenaient le local et que, s'il s'avérait par la suite que nous étions dans notre droit pour le garder, ils nous le rendraient ! Leur seule "conces-

**Pour soutenir la section CNT-AIT du centre de tri d'Amiens, demandez la pétition soit directement à :**  
**CNT-AIT, CTC, 151 rue Dejean, 80060 Amiens,**  
**soit à : CNT-AIT, 7 rue St Rémesy, 31000 Toulouse et faites-la signer autour de vous.**  
**Contre la privatisation des services publics, contre la discrimination, contre la flexibilité, agissons !**

sion" était d'accepter un délai pour trouver un autre local. Notre proposition était de fermer les yeux sur leur effraction en échange de l'absence de sanction contre nos collègues.

Ce local a été obtenu par la lutte il y a presque dix ans. Tout de suite, nos compagnons en ont fait un lieu d'accès aux idées émancipatrices du mouvement ouvrier et à l'information en général par la création d'une bibliothèque de prêt gratuit de plus de 500 titres, de revues, de journaux, de documents... Plus de trente personnes du CTC (sur un effectif de 250) ont au moins emprunté des livres, une quinzaine continue à le faire régulièrement. Une bibliothèque ouvrière, dans un centre de tri, ça dérange.

Tout comme dérange un syndicalisme de base, sans concession (allant jusqu'au refus des détachements auxquels les militants avaient droit) et une pratique qui favorise les Assemblées générales décisionnelles et souveraines. Si le syndicat a, en effet, ses propres revendications qu'il défend âprement, il ne les mélange pas ou ne les substitue pas avec celles élaborées et retenues par le personnel de façon collective dans des A.G.

Avec tout ça, la CNT-AIT est le deuxième syndicat dans le centre de tri<sup>(\*)</sup> et la lutte cherche de nouvelles voies qui ne lèsent pas le "petit usager".

La levée des sanctions contre les deux collègues incriminés et la réouverture du local de la CNT-AIT ont été ajoutées à la plate-forme revendicative défendue par le personnel depuis décembre. La lutte continue.

(D'après des informations de la CNT-AIT d'Amiens).

(\*1) - Voir "Le Combat Syndicaliste" de mars-avril 2000 : "Contre la RTT, bataille des postiers d'Amiens".

(\*2) - Après la CGT, en précisant qu'il n'en existe qu'un troisième, la CFTC. En effet FO et la CFDT "représentatifs" au niveau national et signataires du protocole fortement contesté par la base sont absents sur le centre et leurs locaux totalement désertés.



Fin janvier et début février, les facteurs bisontins étaient en grève pour protester contre une certaine application de la loi sur les 35 heures. Afin de faire face à une fausse réduction du temps de travail (même quantité de courrier à trier et à distribuer après la réduction horaire, augmentation des tâches qui leur sont imparties et absence d'embauches suffisantes pour palier à l'accroissement de la charge de travail ainsi occasionnée) les postiers ont développé des modalités de lutte plutôt originales.

Au lieu de provoquer un blocage complet dans le tri et la distribution du courrier, les postiers se sont auto-réduits leur temps de travail et ont reporté la majeure partie des perturbations sur la distribution des publicités. Double avantage d'une telle pratique : les usagers continuent à recevoir leur courrier avec un minimum de retard et les pénalités affectent directement l'une des composantes de l'économie de marché, première responsable de la dégradation des conditions de vie et de travail.

Nous reproduisons ici, l'interview de M., salariée au Centre de Tri de Besançon.

### CS : Comment sont appliquées les 35 heures à La Poste ?

M : Justement, la loi sur les 35 heures n'a jamais été appliquée à Besançon, depuis la signature des accords ! Et ce, sans aucune explication valable de la part de la hiérarchie.

### CS : Comment ont réagi les syndicats en place ?

M : En nous demandant d'attendre patiemment les nouvelles négociations internes, ce qui a été jugé inacceptable par l'ensemble des salariés. Les syndicats représentatifs (en par-

ticulier SUD) ne nous communiquaient aucune info. On a décidé de réagir.

### CS : Vous avez auto-appliqué la loi ?

M : Exactement. On a décidé de bosser quatre heures de moins par semaine. La direction nous a immédiatement menacés de nous considérer comme grévistes, avec sanctions disciplinaires et retenues de salaire à la clef ! Leur argument : les usagers se trouvaient pénalisés par notre action, alors que la distribution de leur courrier restait assurée. Seuls les plis publicitaires étaient bloqués au centre de tri.

### CS : Les usagers justement ont-ils eu connaissance du mouvement ?

M : Oui. On a voulu les informer et la majorité a été solidaire de notre action.

### CS : Tu as l'impression que les syndicats, eux, n'ont pas été à la hauteur ?

M : C'est clair. Très peu de délégués se sont impliqués. C'était vraiment le discours "ménageons la chèvre et le chou". Beaucoup d'entre nous restent amers.

Infos tirées du  
Combat Syndicaliste  
Édition Région Est

## Solidarité avec les Emplois Jeune !

La grève de Toulouse a été annoncée par des signes précurseurs qui mettaient en évidence la combativité dans les bureaux de poste de l'agglomération toulousaine. Ce fut les cas au bureau de Tournefeuille dans lequel un emploi jeune avait refusé d'effectuer une tournée de facteur. Son travail n'était que d'accompagner la tournée du facteur en zone difficile. Pour un salaire bien inférieur à celui d'un facteur, la direction du bureau faisait pression pour lui faire effectuer un travail complet de facteur alors que cela ne rentrait pas dans les attributions d'emploi jeune.

Devant la résistance de la jeune femme concernée la direction mettait en œuvre une procédure de licenciement. Dans le bureau de Tournefeuille il y a pas mal de discussions à la base devant les problèmes quotidiens du bureau. Tous étaient au courant du conflit qui opposait l'emploi jeune à la direction.

Le jour de l'entretien préalable se furent trois puis dix postiers qui se levèrent pour aller accompagner leur collègue qu'ils ne voulaient pas laisser seule. Devant l'obstination de la direction, le lendemain de l'entretien préalable qui s'était mal passé pour l'emploi jeune, le personnel se mit en grève en totalité et sans préavis... Ce qui allait obliger la direction à suspendre la procédure de licenciement. A ce jour l'emploi jeune est toujours à son poste simplement mutée dans un autre bureau.... A suivre.

R.



Millau devait être le sommet de la rébellion, ce fut le plus grand non-événement politique et social de la saison. La CNT-AIT avait décidé de ne pas s'associer à ce spectacle et de le faire savoir.

Dans ce dossier, vous trouverez : le contenu du n° spécial du Combat Syndicaliste diffusé pendant ce rassemblement ainsi que deux témoignages de militants présents sur les lieux.

### *L'anarcho-syndicalisme n'est pas une marchandise*

Domination, mondialisation, marchandise, contrôle citoyen, spectacle, voilà les nouveaux maîtres mots à énoncer pour qui se targue d'être un réel opposant moderne au capitalisme. Le "top", c'est de se dire libertaire ou anarcho quelque chose. On ne compte plus les penseurs mondains, les élus et les permanents syndicaux qui se découvrent, devant les micros ou du haut des tribunes, une "âme" d'anarchiste ou un passé d'anarcho-syndicaliste.

Ce supplément au Combat Syndicaliste de l'Union Régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT a pour objectif d'informer les candidates et de rappeler aux oubliés que l'anarcho-syndicalisme, c'est avant tout l'organisation à la base entre des individus dans tous les lieux de vie, les entreprises, les quartiers, les communes, pour combattre le système autoritaire qui nous gouverne. Mais le combattre sans délégation de pouvoir, sans élu soi-disant "représentatif", sans guide éclairé.

L'anarcho-syndicalisme, ce n'est pas l'aménagement du capitalisme, ni le pseudo contre-pouvoir de citoyens anonymes représentés par quelques leaders auto-proclamés ou plutôt médiatico-proclamés. L'anarcho-syndicalisme, ce n'est pas se battre pour une société moins pire, c'est abattre la société de classes pour en construire une auto-organisée, basée sur la coopération et le partage, pour une vie juste, digne et sans aliénation.

Les élus, les partis politiques, les syndicats réformistes, les organisations centralisées et hiérarchisées, les journalistes et les V.I.P. de la télé-business ne sont

# Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.N.T. - ISSN 1240-0009 CPPAP 72171 - Numéro spécial -



**Sommaire :** Le bal des réformards / Les deux mamelles de la confédération paysanne / Le citoyen moderne / Contre attaque...

que des rouages d'un système totalitaire. L'anarcho-syndicalisme n'a rien à voir avec ça.

Ce numéro est une compilation d'articles parus au cours de ces deux dernières années. Ils ont été écrits par des militants de divers syndicats ou Unions Locales bien avant le spectacle de Millau.

Même si le rouge et noir devient télégénique,

**L'ANARCHO-SYNDICALISME N'EST PAS UNE MARCHANDISE !**

(édito du N°spécial Millau)

## LISTE DES TEXTES DU N° SPECIAL

Textes déjà publiés :

- "Manif contre l'OMC, le bal des réformards" - "Le citoyen moderne" (CS, janv-fev 2000),
- "Lettre ouverte à Monsieur Ramonet" - "Moins pire que le capitalisme : le capitalisme" (CS, mai-juin 2000),
- "Les deux mamelles de la confédération paysanne : néogauchisme et réformisme" (CS, sept-oct 99).
- et un article de présentation de la journée internationale de soutien aux travailleurs de McDo (p.19).

Autres textes :

- "Communiqué de l'Union Régionale CNT-AIT de Midi-Pyrénées"
- "l'anarcho-syndicalisme n'est pas une marchandise" (édito, p. 7),
- "O.G.M." (p.13),
- "Comment on s'organise" (p.14),
- "Le questionnaire du chat noir"
- "Contre attaque" (p. 12)

.....

## Le billet de Georges

La bovémania tourne au spectacle son et lumière ! Tout pour les yeux, tout pour les oreilles, rien pour les neurones. La musique au pouvoir ! En apparence car c'était le rassemblement des mangoustes électorales venues croquer du petit votard. C'était les grandes retrouvailles, la LCR, les jeunes MJS, les vieux CID-UNATI, les archéos du PC, les verts bien mûrs... chacun son petit stand, sa petite boutique ... C'était la foire du trône sans la barbe-à-papa et en plus barbant. Nous, on a distribué nos journaux et on a tiré notre révérence. On les a laissés entre eux. Entre politiciens. Sur la route on a croisé en se marrant la file interminable de ceux qui montaient à Millau rien que pour le soir, rien que pour le concert.

Georges

## Communiqué

L'Union Régionale Midi-Pyrénées des syndicats de la CNT-AIT ne s'associe pas au spectacle organisé avec les pouvoirs le 30 juin 2000 à Millau, (Aveyron).

Sur le fond, le discours qui y est développé est réformiste. Taxe Tobbin, Malbouffe, ... C'est un discours tremplin pour les futurs dirigeants politiques et syndicaux. Sur la forme, la mise en scène, la représentation, le spectacle, la marchandisation des idées, par le biais de la vente de produits dérivés (t-shirt,...) et de la location d'espace pour tenir des tables de presse est à l'opposé de nos pratiques.

Nous rappelons que l'anarcho-syndicalisme se construit avec l'action et la participation de tous les exploités, par la démocratie directe, en défense des idées égalitaires et libertaires, par l'action solidaire, collective et directe des exploités contre l'État et le patronat.

Dans ses différents Congrès, la CNT AIT s'est donc prononcée :

- Contre la participation aux élections professionnelles,
- Contre la participation aux instances paritaires,
- Contre les permanents syndicaux et les appareils centralisés,
- Contre la collaboration avec les partis politiques,
- Pour le fédéralisme et l'autonomie.

Pour nous, le capitalisme n'est pas à réformer, il est à détruire !

Assemblée générale de l'Union Régionale Midi-Pyrénées CNT-AIT



questionnaire  
du chat noir...

L'OMC doit être :

- a- ouverte aux citoyens
- b- contrôlée par les citoyens
- c- supprimée

Les porte-parole syndicaux représentent :

- a- les travailleurs
- b- les syndiqués
- c- personne

Être élu, c'est :

- a- représenter ses électeurs
- b- décider de ce qui est bon pour le peuple
- c- entuber ces abrutis d'électeurs

Un parti politique, c'est :

- a- un rassemblement démocratique
- b- l'expression de la démocratie
- c- une machine à pouvoir

Le citoyen, c'est :

- a- le globule du sang démocratique
- b- un grain de sable au bord d'une plage
- c- le nom moderne du pigeon

Un média, c'est :

- a- une fenêtre sur le monde
- b- une tribune pour les idées
- c- un flic en civil

Millau, c'est :

- a- le Woodstock de la gauche
- b- un meeting électoral socialiste
- c- une opération promotionnelle pour le rock fort

Réponses :

- Tu as coché un max de "a" ou de "b" : Tu es bien, là. Assieds-toi, prend une bière, Zebda c'est tout à l'heure.
- Tu as coché un max de "c" : Allez, casse le malaise. Tire-toi vite avant Noir Désir.

• Tu ne réponds jamais aux questionnaires : Prends contact avec nous, on a peut-être des idées à partager qui sont plus belles que les paroles des chansons de Cabrel.

## UN DEMONTAGE BIEN MONTE

*"Jeudi 12 août 1999, des agriculteurs de l'Aveyron, à l'appel de la Confédération Paysanne, ont neutralisé le Mac Donald's en construction à Millau ... Il est important de souligner que cette action a eu lieu sans aucune violence. Pourtant plusieurs manifestants ont été placés sous mandat de dépôt, c'est-à-dire mis en prison. Le syndicat toulousain de la CNT-AIT proteste énergiquement contre ces incarcérations aussi arbitraires qu'abusives...".* Ainsi commence le communiqué officiel de notre syndicat, envoyé à la presse et distribué sous forme de tract par les militants de la CNT-AIT dès le 18 août devant les McDo de Toulouse.

Oui, bien sûr, dans notre région où des militants anarcho-syndicalistes sont agriculteurs, nous connaissons la Confédération Paysanne, et nous ne partageons pas ses options. Mais, face à la répression, nous avons le réflexe de nous mettre spontanément contre le pouvoir. Et puis, des paysans qui démontent de façon impromptue un Mac Do, ça a un petit côté Robin des Bois qui n'est pas pour nous déplaire.

Les choses auraient pu en rester là. Mais, dans les jours qui suivent, des informations bizarres commencent à circuler sur l'organisation de ce coup de main. C'est José Bové lui-même qui, dans *Télérama* (n° 2613 du 9 février 2000, page 16), finit par livrer le pot-aux-roses :

*"- Question du journaliste : Comment avez-vous monté votre opération ?*

*- Réponse de José Bové : Nous avons annoncé publiquement que nous irions démonter les portes et fenêtres du McDo en construction (\*1). Nous avons prévenu les Renseignements Généraux (= la police politique de l'État français, NDLR). Notre contact (= la police, NDLR) nous a rappelé pour nous expliquer que les matériaux étaient de si mauvaise qualité que nous risquions de tout casser. Il a ajouté : "Ne faites pas ça ! On va demander au directeur du McDo*

*d'amener sur le site quelque chose que vous pourrez détruire". Nous avons refusé : "Dans ce cas, nous attaquerons l'intérieur, les cloisons". Je suis allé voir le commandant de la gendarmerie de Millau pour l'informer de ce que nous préparions".*

Ainsi, ce qui était présenté par les médias, à la face du monde, comme un cri de révolte spontané, une opération radicale de ruraux en colère, une action directe, était en fait une action sinon concertée du moins réalisée après information précise de la police et probablement du responsable du McDo lui-même. Évidemment, c'est parce que le public ne se doutait pas de ces conditions de préparation, que le démontage du McDo a pu avoir un tel retentissement. Imaginez l'éclat de rire qu'aurait déclenché l'information présentée sous son vrai jour, au journal de 20 heures : *"A Millau, quelques paysans sont allés prévenir les Renseignements Généraux et le Commandant de gendarmerie qu'ils allaient démonter la façade d'un McDo. Après les avoir laissé faire, les forces de police les ont cueilli".* Imaginez Robin des Bois négociant ses actions avec le Sheriff de Sherwood ! Ça n'a pas de sens ; et, si c'était arrivé, le Robin en question aurait certainement pris un coup d'arbalète dans les fesses, à une époque où les croquants avaient la tête près du bonnet et ne confondaient pas les Gens d'Armes avec les Gentils Organismes du Club Méditerranée.

Mais revenons au fond. Cacher une partie de l'information parce qu'elle change totalement le sens d'une action, cela porte un nom : c'est, par définition, de la manipulation. A partir de là, nous ne pouvions pas cautionner ce qui non seulement avait un caractère manipulateur établi mais s'annonçait comme le spectacle médiatique de l'année. Libre à ceux qui font passer l'éthique après leur petit commerce de participer à la mise en scène, nous ne mangeons pas de ce pain là.

Bref, nous aurions pu ne pas aller à Millau. Or, nous y sommes allés. Pourquoi ? Pour une raison très simple : que des gens se targuent d'être

roses, verts, rouges, ... tant qu'ils n'interfèrent pas avec nous, peu nous chaux ; qu'ils se prétendent anarcho-syndicalistes ou qu'ils se laissent présenter complaisamment comme tels, quand ils n'ont rien à voir avec notre idéal, il n'est pas question de le laisser passer.

Or, dans cette mouvance très à la mode qui devait se retrouver à Millau, certains se prétendent anarcho-syndicalistes qui ne le sont pas et présentent Bové comme un des nôtres : *"Anarcho-syndicaliste déclaré, José Bové, contacté, n'a pu nous rencontrer dans les délais"*, déplore un journal qui ne se console pas de ne pas avoir pu obtenir une interview de la vedette du jour (*"Autre Futur"*, 25 avril au 2 mai 2000, page 10, édité par le groupe des Vignoles, Paris). Pour qui connaît un tant soit peu ce qu'est l'anarcho-syndicalisme il est clair que José Bové n'est pas plus anarcho-syndicaliste que le Pape, Jacques Chirac ou Stéphanie de Monaco. Encore faut-il le dire à ce qui ne le savent pas, encore faut-il lever la confusion intéressée.

## APRES LES R.G., L'EX-MINISTRE DE LA POLICE

Amusante évolution de l'histoire, moins d'un mois après que Bové ait été labellisé anarcho-syndicaliste par ce journal racoleur, il rencontrait ... Charles Pasqua. C'était le 20 juin, à Montpellier. *"Libération"* a publié une photo des deux stars se serrant la main, tout sourire. *"Le Monde"* du 23 juin, un des piliers du soutien à Bové, nous apprend que *"Pendant deux heures, devant une centaine de personnes, les deux hommes ont développé une analyse commune"*. Étonnant, non ? À moins qu'on nous apprenne (au train où vont les choses...) que Pasqua est devenu lui aussi *"un anarcho-syndicaliste déclaré"* ? ... après avoir été le responsable des barbouzes du S.A.C., le ministre de l'intérieur le plus répressif des cinquante dernières années (auteur de la loi anti-immigrés qui porte son nom, ministre en exercice



dans l'histoire des vrais-faux passeports, dans celle des preuves fabriquées de toutes pièces par les services de police, de la mort de Malik Oussékine sous les matraques des flics, la liste serait vraiment trop longue ...) et le grand ami du cidevant de Villiers, champion de la lutte anti-IVG, anti-PACS, ...

Redevenons sérieux : ce n'est pas pour rien que Bové papote avec Pasqua : c'est pour séduire une part de l'électorat rural, un électorat qui l'aime bien, ce Charles. Car chez les paysans aussi, il y a des élections qui se préparent. En 2001, on renouvellera les Chambres d'Agriculture. En 1995, la Confédération Paysanne avait fait 19 % des voix au plan national. Elle espère faire plus maintenant. Les voix des paysans conservateurs ne sont pas à rejeter : la cordiale poignée de main à Pasqua est là pour les attirer. Les propriétaires de troupeaux de haute-montagne, ceux qui ont imposé la disparition des ours dans les Pyrénées votent aussi. Pour ramasser leurs voix, Bové s'est prononcé contre l'introduction des loups et pour l'anéantissement de ceux qui y sont déjà. Mais qui s'en soucie ? On peut être écolo à la télé et froidement contre les espèces naturelles à la montagne ! Bien menée, cette politique permet d'ailleurs de gagner à tout les coups : la jeunesse branchée, écolo, anti-fasciste et libertoïde vient manifester pour vous à Millau ; les paysans ringards, vian-dards, nationalistes et franchouillards votent pour vous aux élections professionnelles. Non que tous les membres et électeurs de la Confédération

Paysanne partagent ces options, loin de là, mais, après avoir fait le plein des voix à gauche, la Confédération drague maintenant vers sa droite. L'objectif est d'éclater la FNSEA (organisation classée à droite, qui occupe actuellement la première place dans le monde agricole - \*2) en montrant qu'on est plus actif et plus médiatique qu'elle mais en donnant des preuves qu'on ne changera rien au fond. Pourquoi tant d'empressement pour ces élections ? C'est que les organisations agricoles brassent un argent considérable. Ainsi, le Fond national de développement agricole a distribué aux syndicats de paysans, au prorata de leur représentativité, 26,5 millions à la FNSEA et 5,8 millions à la Confédération Paysanne l'an dernier (voir "Le Canard Enchaîné" du 17 mai 2000). Quelques "pour cent" de plus aux élections, ça fait quelques millions de plus dans la poche. Et ce fond n'est qu'une goutte d'eau dans la mer des subventions agricoles.

## DU MONDE, & ENCORE PLUS DE SOUS

Bref ni Bové ni la Confédération Paysanne ne sont anarcho-syndicalistes. Ceux qui le prétendent mentent. Les "anarchistes" qui prétendent "surfer sur la vague de l'antimondialisation" en participant à ces manœuvres ("Le Monde" du 22 avril 2000) participent à ce mensonge. C'est cela que nous sommes allés dire à Millau. Nous nous attendions à trouver la grosse foule, celle annoncée par les médias et sur internet. A midi, on comptait péniblement 3 000 personnes qui vauquaient à leurs petites affaires, au plus gros de l'après-midi, il y en avait 8 ou 9000. Il fallut attendre le spectacle pour voir une foule compacte de 45 ou 50 000 personnes, le même genre de foule en grande partie que celle qui allait envahir les rues de toutes les villes de France pour la "coupe" deux jours plus tard ! Dans la journée, ce qui avait été annoncé à grand fracas comme un "Seattle à la française" était un remake essoufflé de "Grand Bal Musette à Monboudif", "Fête de la rosière à Buzet-sur-Tarn" ou "Trifouilly en folie !". Les commerçants s'en frottent encore les

mains. L'un a vendu "à l'export pour Paris" 5 000 doses individuelles d'aligot surgelé, l'autre des kilomètres de boudin. Une vitrine exhibait (le plus sérieusement du monde) le "fromage fabriqué par José Bové", à peine plus cher mais tellement meilleur. Tous souhaitent que tous les ans ça recommence... Ils auraient tort de se priver !

Pour notre part, nous avons décidé de refuser de louer un stand, et de nous livrer à quelque opération commerciale que ce soit : nous n'avons vendu ni pins, ni casquette, ni T-shirt, ni journal, ni brochure, ni canette de bière (\*3). Parmi les marchands du temple de l'anti-marchandisation, nous avons décidé de donner (nos tracts et un numéro spécial du Combat Syndicaliste, réalisée comme toujours de façon militante et de notre poche). Point final. Malgré quelques tentatives d'intimidation, tout le matériel préparé pour l'occasion a été diffusé.

Notre initiative a rencontré un écho favorable auprès de nombreuses personnes, écœurées par la foire commerciale dans laquelle elles se trouvaient plongées.

René et Michèle

(\*1) Pour notre part, nous n'avons pas retrouvé trace de cette déclaration dans les documents du moment. De toutes façons, il y a une différence fondamentale entre annoncer "qu'on va passer à l'action" et aller discuter le coup avec la police.

(\*2) Après avoir été le chou-chou des ministres de l'agriculture, la FNSEA est mal vue en ce moment du pouvoir de gauche. Un de ses militants, J.P. Capelle, est en prison à la suite d'une action syndicale. Il n'a bénéficié ni de médiatisation, ni de libération conditionnelle, ni même de la mesure de grâce du 14 juillet. Nous n'avons aucune sympathie pour cette organisation. Mais la différence que fait le pouvoir entre des militants paysans accusés du même genre d'action est éclairante.

(\*3) Deux stands (de deux groupes parisiens hostiles entre eux) arboraient le sigle CNT-AIT. C'est leur responsabilité de participer à une telle mascarade. Ils n'engagent nullement la CNT et encore moins l'AIT dont ils ne sont pas membre et dont ils usurpent le sigle, marque supplémentaire de leur malhonnêteté.

J'ai fait Millau, lucide, cynique, les yeux grands ouverts sur la rouerie du monde spectaculaire. J'ai fait Millau comme on fait ses classes à l'école de la lucidité militante. J'ai fait Millau pour me convaincre une fois pour toutes que Debord avait raison. *"Le spectacle organise avec maîtrise l'ignorance de ce qui advient, et tout de suite après, l'oubli de ce qui a pu quand même en être connu. Le plus important est le plus caché."* (Guy Debord, "Commentaires sur la société du spectacle").

Millau, ce fut la marchandisation totale de la contestation la plus organisée de notre temps par le pouvoir. L'objet, le bien de consommation le plus emblématique de ce que fut Millau, c'est ce Tee-shirt blanc graphé de la formule suivante : *"Le Monde n'est pas une marchandise, moi non plus"*, porté par des centaines de crétins de tout âge, l'ayant acheté jusqu'à 150 Francs à de fieffés filous (les organisateurs du spectacle), qui l'avait eux même acheté 11 francs à un esclavagiste Taiwannais payant ses "petites mains" quelques centimes dérisoires. Le "peuple militant de gauche" arborait ce jour là encore plus que d'autres sa connerie triomphante à longueur de rue. Bière, tee-shirt, casquette, bière, aligot, bière, bière, sandwich de millionnaire (20 francs les 10 cm de baguette surgelée), pétard et re-bière, les "contestataires" consomment, rotent et pissent en l'honneur de la révolution. *"La culture devenue intégralement marchandise doit aussi devenir la marchandise vedette de la société spectaculaire"* comme le disait Debord.

Millau, quoi qu'en diront tous les faux aveugles de la mouvance libertoïde attirés comme toujours par les lampes, ce n'était pas un excès de Bové le clown, ce n'était pas un mensonge poli-

tique, pas plus qu'une arnaque ou une trahison, Millau, c'était un spectacle, tout un spectacle, rien qu'un spectacle, imposé par le pouvoir aux masses comme norme acceptable de la contestation, comme réaffirmation de la domination du marché sur tous les aspects de la vie quotidienne, vie politique inclus. Ce fut aussi la démonstration impudique sinon vulgaire des liens qui unissent toutes les branches de la domination : l'État et sa police, les marchands d'Europe, les élus de tout poil, les médias et bien sûr les organisations syndicales réformistes et toute la nébuleuse de la nouvelle gauche, Attac en tête.

Mais comment ont-ils pu trouver quarante mille couillons payants pour faire de la figuration ? Car ne vous y trompez pas, il s'agissait bien de figuration pour un spectacle en semi-direct dans la lucarne, une coproduction T.V.-Matignon. Ce n'était pas une production folklorique régionale, c'était pour la France entière, pour le monde entier peut-être ! La directrice de l'office du tourisme de Millau, fine analyste politique, déclara d'ailleurs le lendemain matin sur France-Info : *"Ici, c'était comme une arrivée du tour de France. Et on nous a rendu les rues propres."* Mais dans la petite lucarne et les journaux (*Le Monde, Libé, Le point, Charly, Télérama, Le Nouvel Obs, La Dépêche du Midi, Le Midi Libre*), l'événement n'avait pas la gueule d'une arrivée de tour de France. C'était *"Larzac le retour deux"* ou *"Jean Moulin chez les pébours"*. Et le message était clair : *"Voilà la seule contestation possible, citoyen. Et ça te coûte tant"*.

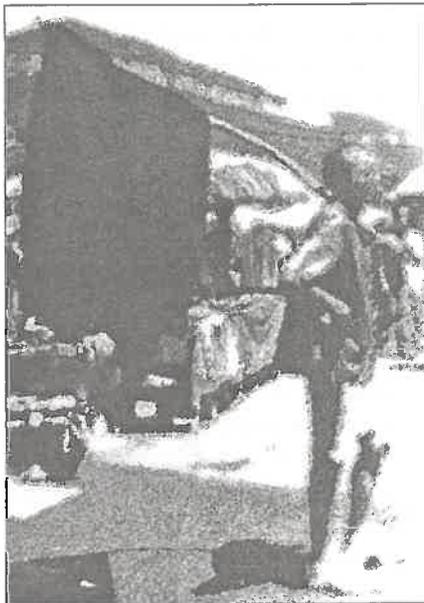
Mais comment tant d'organisations se proclamant anticapitaliste ont-elles pu marcher dans cette combine ? Rappelez-vous. Un groupe d'agriculteurs de la conf. et quelques sympathisants emmenés par José Bové,

contactent les R.G. et la gendarmerie de Millau, convoquent la télé et s'en vont faire semblant de détruire un Mac Do en hurlant *"vive le terroir et aux chiottes les yankees"*. Une juge d'instruction s'emmêle les pinceaux dans sa robe de pouvoir et entaule les animateurs de ce petit sujet actu pour la seconde partie du 20 heure. Les acteurs sont bons, le sujet est populaire, ça prend, ça marche, tout le monde fonce. La clique socialiste au pouvoir d'abord. La conf. c'est un peu son bébé, sa torpille contre la FNSEA, ce bastion de la droite qui exerce un monopole de fait sur la représentation syndicale, les organismes paritaires et toutes les juteuses caisses sociales ou de compensation. La conf, déjà *"locataire"* de plusieurs chambres d'agriculture depuis les dernières élections professionnelles, a su donner aux socialos des gages de *"responsabilités et de réalisme"*, c'est à dire ne rien faire qui puisse changer l'ordre des choses. Mais surtout, pour le pouvoir en place, Millau, c'est une occasion en or de se faire une virginité démocratique en montrant sa tolérance face à la *"saine contestation"* tout en désignant l'adversaire, les ricains et la mal bouffe. Ils nous feraient même avaler l'Europe avec une tranche de Roquefort !

La conf. dans cette comédie burlesque jouait là son jack pot pour les prochaines élections professionnelles. C'est le second souffle, celui de la razzia sur les postes d'élus dans toute la machinerie paritaire qui gère les subsides versés par le pouvoir pour que les agriculteurs produisent en silence. En envahissant la lucarne, elle existe enfin à grande échelle, à échelle politique. Et en produisant le spectacle populaire et discipliné de la contestation morale drôle et non violente, elle obtenait enfin le label d'organisation représentative ou plutôt pré-

sentable puisqu'elle marchait à la télé. Ce n'est plus un syndicat, c'est une start up !

Quant à "l'ultra gauche", "nos amis" libertaires avec ou sans bande de guignols déguisés en fachos (ou l'inverse, c'est comme on le sent), quelle pitié, quelle bouffonnerie. A courir comme des mouches derrière les caméras télé et les stylo de journalistes, ils ont été jusqu'à payer leur place (100 francs le mètre linéaire d'étalage dans la rue du business) pour figurer sur l'affiche. Mais comme le disait Julien, un copain qui pense avec les bras "Faut en être. Alors on serre les couilles, on ferme sa gueule, et on y va!". Le summum de la dérision et de la perte de sens a été atteint par un des "penseurs" historiques de la CNT des Vignobles qui, piètre orateur, a gratifié une assistance au garde à vous, drapeau noir et rouge en berne (faute de goût ou faute de vent ?), "... qu'ils étaient là, au-delà des divergences d'analyse pour lutter contre la répression syndicale". Puis il est reparti entouré de son S.O., le ventre rond et l'âme fière du devoir



accompli, sous l'oeil amusé des C.R.S. en vadrouille. Quel con ! Les R.G. de Millau ont du en tomber sur le cul.

C'était ça Millau, rien que

cela, un spectacle, une leçon, une mise au pas. C'était fait pour ne pas se poser de questions sur l'histoire actuelle, sur la détresse du plus grand nombre au quotidien, cette vie de résignation, d'exploitation et de domination par la marchandise. C'était le vide absolu du sens. Dorénavant, fois de Bové le clown, le 30 Juin sera la fête de l'anti-marchandise à vendre. Dépêchez vous de réserver vos places, elles sont déjà en vente chez toutes les

orgas patentées.

J'aurais une pensée émue pour tous les sincères qui se sont fait piégés par les appels tarifés de toute la mouvance de gauche pour ce "Seattle à la Française". Non pas une pensée émue ! Un souhait ! Que Millau les rendent une fois pour toutes lucide ! Et que la rage se lève, se lève enfin !

E. Desprès.

## CONTRE ATTAQUE

La libre circulation du capital permet à ceux qui le possèdent de vendre ce qu'ils n'ont pas et d'acheter sans dépenser un sou, et ce à l'échelle mondiale.

Ces sommes ainsi manipulées ne sortent jamais du circuit spéculatif.

### COMBIEN DE ZERO APRES LA VIRGULE ?

C'est à cet aspect des choses que la taxe Tobin veut s'attaquer : en taxant d'un faible taux (0,01 % à 0,05 %, voire 0,1 %) les transactions de change (1500 milliards de Dollars par jour) entre les monnaies de façon à décourager la circulation financière purement spéculative.

C'est en partie cette taxe qui est le moteur d'ATTAC (d'après le texte de sa plate-forme). L'argent ainsi récolté serait alors réparti ... et justement, cela reste un peu flou à ce niveau. Il y a bien le CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) qui propose de partager en deux la somme collectée : la moitié pour les États où serait collectée la taxe et l'autre moitié versée à un fond de redistribution pour les pauvres. Mais qui s'en chargerait exactement ? Comment ? ... Beaucoup de questions qui n'ont pas eu encore de réelles réponses. Une taxe peut-elle sérieusement être considérée comme dissuasive ? Plutôt qu'une redistribution après accumulation, ne serait-ce plutôt cette accumulation qu'il faudrait prévenir et interdire ?

### GRAIN DE SABLE OU LUBRIFIANT ?

Toujours est-il qu'ATTAC, avec cette fameuse taxe, ne remet pas en cause le capitalisme. Ces initiateurs le disent d'ailleurs eux-mêmes : "Nous sommes un grain de sable dans les rouages" de cette machine. Mais, ne seraient-ils pas au contraire "un lubrifiant" de cette idéologie, en voulant nous faire croire à un capitalisme soft, un capitalisme à visage humain, qui, s'il était bien appliqué, serait largement vivable ? Ont-ils oublié que le capitalisme, c'est la loi du plus fort, donc, forcément, une idéologie qui génère des inégalités ?

En effet, loin de faire peur aux capitalistes, ATTAC joue le rôle d'un canalisateur pour des luttes qui, si elles restaient autonomes et constructives, pourraient aller dans le sens d'une réelle remise en cause de ce système qui n'a que trop duré ; c'est une mobilisation distrayante pour démobiliser.

En outre, avec son mode de fonctionnement, d'une verticalité digne des plus grandes bureaucraties (Collège des fondateurs, Conseil de décision, Conseil scientifique, Conseil d'administration chapeauté par un président...), ATTAC n'incarne pas aussi démocratiquement le mouvement citoyen qu'elle prétend représenter.

(D'après un texte de la CNT-AIT de Laval)

Nous connaissons tous des organisations qui défendent "la démocratie" mais où les décisions importantes sont prises par un petit comité, des organisations qui sont censées donner la parole à leurs membres mais où quelques chefs la confisquent, des organisations qui disent "défendre les travailleurs" mais qui sont en fait les meilleures alliées du patronat... Ces organisations pullulent dans le paysage politique, syndical, associatif. Elles pratiquent l'idéologie de "tous les moyens (ou presque) sont bons pour réussir", même des moyens en contradiction flagrante avec les principes affichés. Ça marche, à condition de ne pas être du tout regardant sur ces fameuses "réussites" : elles ne correspondent jamais, même de loin, aux objectifs du départ ! Les dizaines de milliers de révolutionnaires qui ont cru dans une CFDT autogestionnaire, les millions de votants qui ont cru changer la vie en élisant Mitterrand, ceux qui ont cru Jospin et sa promesse de régulariser tous les sans-papiers... comprendront certainement de quoi je parle ! Malgré cela, des organisations qui se veulent révolutionnaires, voire libertaires, suivent actuellement un chemin identique.

A la CNT-AIT, nous pensons au contraire que la théorie et la pratique doivent être en cohérence, tant en ce qui concerne la stratégie que le fonctionnement de l'organisation et qu'à tous les niveaux, il faut appliquer les principes pour lesquels nous nous battons (c'est-à-dire ceux qui constituent l'anarcho-syndicalisme, comme le fédéralisme, la prise de décision à la base, l'auto-organisation des travailleurs, le refus de collaborer avec le patronat, l'état et les institutions qui le soutiennent comme les partis politiques...).

Le fédéralisme par exemple est un pilier de l'anarcho-syndicalisme

et des idées libertaires en général. Qu'elles en sont les conséquences organisationnelles ? C'est que les décisions doivent être prises par les gens, par les structures qui sont le plus directement concernés, à la base. Ainsi, quand il se passe quelque chose "en province" (par exemple à Millau !) à la C.N.T.-A.I.T. ce sont les syndicats de la région concernée qui prennent, après tous les échanges qu'ils estiment utiles, la décision finale et pas un quelconque "bureau national" (qui, curieux hasard, se trouve pour 99,99 % des organisations à Paris). Autre exemple : le journal que vous tenez entre les mains. Contrairement aux organisations qui choisissent d'avoir un journal unique et, de ce fait centralisé et souvent monolithique ; la C.N.T.-A.I.T. a fait le choix, depuis des années, d'une presse fédéraliste. Comment cela se passe ? Il y a, à la fois une rédaction nationale et des rédactions régionales. Dans un premier temps, les articles sont envoyés par les militants et les syndicats à la rédaction nationale. Jusque là, rien d'original. Cette rédaction fait une maquette. Et c'est là que ça change : la rédaction nationale n'assure pas le tirage du journal. Elle envoie la maquette aux régions, et c'est chaque région qui assure l'impression et la diffusion du journal dans sa zone. De cette manière, c'est la région qui décide réellement du contenu puisqu'elle est libre (et qu'elle a les moyens techniques) de modifier la maquette nationale si elle le veut, de même qu'elle ajoute tout texte à sa convenance. On est loin du journal, fait en petit comité, généralement à Paris, qui est parachuté à intervalle régulier sur les militants ! On comprend à ces quelques exemples que le Bureau confédéral de la C.N.T.-A.I.T. est réellement un simple organe de liaison, conformément aux statuts, et pas un organe de

décision politique. Et ce bureau tourne : au cours des huit dernières années, il a été successivement à Bordeaux, au Mans, à Caen et actuellement à Pau.

Si l'on parle de l'action dans l'entreprise ou sur les lieux de vie, le principe pour la C.N.T.-A.I.T. est évidemment que les décisions sont prises à la base, par les personnes concernées, pas par leurs "élus" ou autres "médiateurs". C'est une des raisons pour lesquelles la C.N.T.-A.I.T. boycotte les élections professionnelles tout comme elle refuse les alliances, même ponctuelles, avec les partis politiques qui sont tous, comme le souligne la Charte du Syndicalisme Révolutionnaire (texte de référence de la C.N.T. depuis 1945), les supports de l'Etat. Les exemples de Job+ ou tout récemment des municipaux de Blagnac montrent qu'il est non seulement possible de mener des luttes mais aussi, d'obtenir des victoires, qui, pour modestes qu'elles soient, sont acquises par l'action directe au premier sens du terme, c'est-à-dire par l'action syndicale sans compromission politique ou réformiste, sans élu.

Autre point : on ne peut pas dénoncer les "nouveaux chiens de garde", les médias (qui sont effectivement un des instruments essentiels du pouvoir) et faire alliance avec eux (en répondant à leurs attentes, en se prêtant à leurs jeux) car ceux qui prétendent utiliser les médias sont rapidement utilisés par eux. C'est pourquoi la C.N.T.-A.I.T. a rejeté délibérément toute stratégie médiatique.

Alex.



Je m'abonne au Combat syndicaliste - lettre du CDES

Nom : Prénom :

Adresse :

Si joint un chèque de 50 francs, 100 francs ou plus ....  
à l'ordre de CDES 3 087 21 H Toulouse.

Retournez ce bon à Combat Syndicaliste, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse.

Un "organisme génétiquement modifié" est un organisme dont on a modifié le patrimoine génétique, en lui ajoutant par exemple un gène étranger. Les techniques utilisées sont celles du "génie génétique", qui permettent d'introduire un ou plusieurs gènes dans une cellule, soit en le faisant transporter par une bactérie ou un virus, soit directement, par exemple par "micro-injection". L'intérêt est de pouvoir faire fabriquer par la cellule un produit qu'elle ne fabrique pas naturellement.

Ces techniques sont utilisées depuis une vingtaine d'années par l'industrie pharmaceutique, pour faire fabriquer, en grandes quantités et à faible coût, des protéines par des bactéries (hormone de croissance, insuline...). Elles sont aussi utilisées par l'industrie agro-alimentaire, pour faire produire, toujours par des bactéries, des enzymes intervenant par exemple dans la fabrication de la bière, d'alcools, de sirop de chocolat...

Ce qui est nouveau, c'est l'application des techniques de génie génétique aux plantes et aux animaux, et leur utilisation directe dans l'alimentation. Le transfert de gène étant effectué dans une seule cellule à la fois, on doit, pour obtenir des plantes ou des animaux "transgéniques", modifier le patrimoine génétique de cellules végétales ou d'œufs fécondés qui ont la capacité de redonner un organisme entier. A partir de ça, tout semble devenir possible : faire pousser des arbres plus faciles à transformer en pâte à papier, des plantes produisant un carburant "vert" ou des matières plastiques biodégradables, du coton déjà coloré, du tabac qui produit de l'hémoglobine, ou des bananes qui vaccinent...

On n'y est pas encore, et même si les pubs des multinationales du traitement des cultures et de la production de semences mettent les applications "humanitaires" ou "écologiques" en avant, cessons de nous voiler la face : l'expérience montre que ce qui motive les industriels n'a jamais été, ni le bien-être de l'humanité, ni la sauvegarde de l'environnement ! Pour preuve, ce qui est déjà commercialisé : une tomate qui se dégrade moins vite, réduisant les pertes dues au transport et au stockage, et un maïs qui fabrique une toxine contre

la pyrale, réduisant là encore les pertes dues à cet insecte "ravageur". Ça, ce sont de vraies motivations pour un industriel : réduire les pertes, augmenter le profit ! En fait, dans le domaine des biotechnologies, toute invention représente une opportunité d'acquérir un avantage compétitif sur les concurrents.

La dernière trouvaille du "complexe génético-industriel", c'est un transgène baptisé cyniquement "Terminator". Cette fois-ci, le véritable objectif de la firme Monsanto (actuel propriétaire du brevet) est clair. "Terminator" en rendant stériles les grains récoltés ne fait que jouer le rôle depuis longtemps rempli par les variétés hybrides (elles aussi stériles) : il oblige ainsi l'agriculteur à racheter chaque année ses semences, pour le plus grand profit des trusts semenciers.

Sans plus d'illusion sur les objectifs des industriels, il est facile de comprendre à quel point les conséquences (en termes de santé humaine ou de protection de l'environnement) des découvertes qu'ils exploitent les laissent froids. Et la phrase du directeur de la "communication" pour Monsanto ne devrait surprendre absolument personne : "Nous n'avons pas à garantir la sécurité des produits alimentaires génétiquement modifiés. Notre intérêt est d'en vendre le plus possible. C'est à la Food and Drug Administration de veiller à leur sécurité."

Dans ce système où il est "moral" que quelques uns maximisent leurs profits au détriment de tous les autres, quoi d'étonnant à ce que les organismes publics doivent s'assurer que les applications technologiques qui enrichissent les industriels ne soient pas trop néfastes pour leurs administrés ? Les risques potentiels sont variés : allergies (aux produits des transgènes, ou aux dérivés de l'herbicide présents dans la plante résistante, par exemple), résistance de bactéries aux antibiotiques (transmission de la plante consommée aux bactéries présentes dans la panse des ruminants, par exemple), diffusion des transgènes -et de leurs effets- aux espèces sauvages proches parentes d'espèces cultivées (la résistance à l'herbicide "total" du soja à la ravenelle, par exemple), etc..

Et les chercheurs des organismes de la recherche dite "publique" jouent les désemparés devant l'ampleur de la tâche : "On n'aura jamais le temps de tester tous ces effets !" Que pourraient-ils dire d'autre, eux qui se conçoivent comme -et sont effectivement devenus- les larbins obligés des industriels ? Obligés ou participants actifs (comme les directeurs généraux de l'INRA, qui siègent au conseil d'administration de Rhône-Poulenc, entre autres), mais toujours larbins récompensés (un scientifique, c'est comme un homme politique, ça a l'ego surdimensionné et un besoin sans borne de reconnaissance). Mais les industriels ne se contentent pas de ce que les organismes publics ramassent derrière eux les pots cassés, ils veulent aussi partager les frais de la recherche. Cette belle idée de "partage" a déjà fait ses preuves, et se développe toujours plus en France, par exemple, où la recherche "publique" signe des contrats avec des entreprises privées pour effectuer des recherches dont les bénéfices (brevets et autres) reviendront "tout naturellement" à ces entreprises privées. La recherche leur coûtera ainsi 3 fois moins cher (participation du secteur public aux 2/3), les bénéfices leur revenant en totalité. Et pour faire passer cette pilule, il suffit d'invoquer une grande cause : la protection des entreprises françaises (pardon, européennes) contre la concurrence américaine ! Exit, donc, la recherche publique !

Le progrès que pourraient représenter (peut-être) ces nouvelles technologies ne peut se mesurer qu'en confrontant ce qu'elles apporteraient à l'humanité toute entière (et non à ses seules sangsues), avec les risques qu'elles représentent inévitablement. Le problème, aujourd'hui, c'est qu'il n'y a rien à attendre, ni, bien sûr, des industriels, ni des pouvoirs publics, ni des scientifiques ou des organismes censés prendre en compte la fameuse "demande sociale", alibi préféré de la société capitaliste pour flatter ses esclaves. Ce ne sont malheureusement pas non plus les vœux pieux qui suffiront à faire changer cette société fondée sur le profit. Il faudra bien qu'un jour les esclaves s'affranchissent...

**Mercredi 30 mai 2000, à Toulouse, six sans papiers, qui s'apprêtaient à entamer une grève de la faim, sont interpellés sur le lieu même de leur action par la police.**

Nous sommes à la veille du long et chaud week-end de quatre jours de l'Ascension, le plus long de l'année. Le lieu où devait se dérouler la grève de la faim est bien isolé, les syndicats n'ayant pas voulu prêter de locaux.

Cependant les sans papiers comptent malgré tout sur de puissants soutiens : FSU, Groupe des Dix, CGT, Ras Le Front, P.C.F., LCR, LO, LesVerts, AC, DAL, Takticollectif, MNCP, UD-CFDT, ... en font partie. Autant dire qu'en théorie il y a du monde pour les soutenir, et pas n'importe qui : ces mouvements comptent plusieurs ministres actuellement au gouvernement (\*1). De plus, de nombreux hommes politiques locaux de premier plan les soutiennent également, comme (excusez du peu) le Citoyen Vice-Président du Parlement Européen. Ce ne sont donc pas les "amis" au pouvoir qui manquent aux sans papiers !

Pourtant le représentant local du gouvernement n'hésite pas à envoyer la police contre eux. Pire, les jours suivant Méliani (un marocain) et Chérif (un tunisien), sont expulsés vers leur pays d'origine. Chérif, a refusé d'embarquer. Il est pour cela sous le coup d'une procédure pénale suspendue jusqu'au 13 octobre 2000, date à laquelle son recours devant la cour européenne des droits de l'homme sera examiné.

Cette lamentable affaire montre concrètement en quoi les cartels politico-syndicaux, les personnalités, sont inutiles et nuisibles aux causes qu'ils prétendent défendre. Il est clair maintenant que dans des situations d'opposition à la logique répressive de l'État, aller chercher du soutien dans les piliers de ce même État est illusoire. En effet, les appareils politico-syndicaux jouent dans ces situations un rôle de déminage qui consiste à laisser croire qu'ils s'occuperont de tout. Par voie de conséquence, fort de la confiance

qu'ils inspirent, ils poussent les gens aux pires tactiques. Une grève de la faim débutant la veille d'un week-end de quatre jours dans un endroit inconnu et sans mobilisation préalable est un exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

Les beaux discours et les incantations des dirigeants politico-syndicaux développent sont là pour donner le change. A qui fera-t-on croire que des partis politiques qui constituent comme ils disent "**le gouvernement de la République**" assistés d'un brochette de députés et de sénateur du même bord, ne peuvent pas empêcher, s'ils le veulent vraiment, l'expulsion de deux malheureux ? Après tout, ce sont eux qui nomment Préfets et Commissaires (lesquels ne font qu'appliquer les décisions du gouvernement et du parlement).

L'exemple des sans papiers le prouve : seul un rapport de force, à la base, dans n'importe quelle lutte, est de nature à pouvoir contrebalancer la puissance de l'Etat. Ce rapport de force ne peut se construire qu'indépendamment des appareils politico-syndicaux institutionnels qui appartiennent par définition au pouvoir politique et économique.

Une autre raison pour laquelle il convient de les mettre à l'écart des luttes c'est qu'ils introduisent le loup dans la bergerie, dans la mesure où les dirigeants professionnels de ces mouvements sont en contact soutenu avec les Renseignements Généraux. Cette dernière particularité n'est certainement pas étrangère à l'affaire du 30 mai. Au fur et à mesure du temps s'est organisée une intimité étroite entre les appareils politico-syndicaux, leur service d'ordre, et les services de renseignement de la police française. A tel point que quelquefois, comme on l'a vu dans des manifestations anti-Le pen, on ne sait plus si les organisateurs et les services d'ordre de telle ou telle manifestation sont des syndicalistes et des politiciens ou bien les sbires du ministère de l'intérieur. La complaisance réciproque entre ces deux mondes est

bien grande ! Pour preuve, les nombreuses actions médiatiques qui se préparent main dans la main avec les R.G., ou le fait que les membres des R.G. assistent ouvertement à des Assemblées Générales, comme ce fut les cas lors de la grève départementale de La Poste en Haute-Garonne.

Cette situation est antagonique avec la démocratie de base, il n'y a que dans les régimes stalinien ou fascistes que l'État organise les manifestations de rue, ce qui est une manière d'ôter toute marge de manœuvre à l'opposition. De plus une telle interpénétration est dangereuse quand il s'agit de défendre des individus en délicatesse avec la loi comme le sont les sans papiers.

L'État ne s'est pas trompé dans son analyse de la situation en intervenant le 30 Mai contre les sans papiers. Cela étonne-t-il encore quelqu'un ?

Prudence

(\*1) - Pour ceux qui font semblant de l'oublier, rappelons que le P.C.F. et Les Verts comptent plusieurs ministres au gouvernement et partagent donc au sein de celui-ci la responsabilité des expulsions. La C.G.T., la C.F.D.T., AC, Ras le Front... sont des organisations extrêmement proches de ce même pouvoir. Elles comptent de nombreux membres (ou amis) à tous les étages de l'appareil d'État. Les élus de la LCR du Conseil régional ont voté pour le président régional actuel, et donc pour la coalition au pouvoir.



*Gutenberg et Ford réunis dans un discours où le marketing fait miroiter la liberté ; c'est l'image que l'on veut nous donner des nouvelles technologies de la communication. A en croire ce discours, l'occidental moyen pourrait, à bord de son clavier, devenir un Christophe Colomb et découvrir de nouveaux horizons en achetant, via internet, de la margarine chez Cora.*

Contaminés par le messianisme marxiste qui élevait la technologie au rang de religion, et la présentait comme une étape indispensable vers un monde meilleur, certains "intellectuels"(\*1) ont trouvé une cohérence dans la défense et l'illustration de ce qui n'est somme toutes qu'une version moderne de la démocratie indirecte et censitaire. Ils ont aimé la démocratie représentative, ils aimeront la démocratie virtuelle. Car ici pour "pouvoir faire" il faut d'abord pouvoir s'offrir le matériel. A la source de cette dialectique de l'ordinateur-citoyen, l'ordinateur portable du sous commandant Marcos fut, dès 1994, un pionnier de la révolution virtuelle.

De ci de là on se rend bien compte qu'internet ou le portable ne sont pas plus libérateurs que la Harley-Davidson chantée par Brigitte Bardot. Mais l'aspect ludique et hédoniste de ces instruments, qui flattent un égo largement exacerbé par les publicitaires, suffit à éteindre toute velléité de critique sur le fond.

Pourtant nous savons deux choses :

1° L'influence politique, idéologique, culturelle, détermine largement l'orientation des découvertes scientifiques : dans un monde dominé par quelques-uns, les découvertes scientifiques donnent essentiellement des technologies qui rapportent à quelques-uns, ne serait ce que parce que les investissements nécessaires à l'application de ces découvertes sont entre les mains de la classe dominante. Cette technologie renforce leur pouvoir, c'est ce que Orwell avait prédit. "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme" disait déjà Rabelais !

2° En terme de communication comme en terme de production, d'action ou de démocratie rien ne

vaut le direct parce qu'il est à la portée de tous et à notre échelle. Cela nécessite moins de spécialistes et d'investissements. L'action directe au sens large permet une participation et un contrôle au plus grand nombre d'individus aux décisions les concernant. Ce que nous appelons l'organisation et l'action à la base peut difficilement se concilier avec une technologie contrôlée par le pouvoir économique et politique, dont la base n'est pas la réflexion et l'action collective mais un vagabondage individuel favorisant tous les fantasmes..

### NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION ET EXPLOITATION

Les nouvelles technologies de la communication regroupent, la transmission du son, la transmission de l'image, l'informatique qui permet de numériser ces données. Ces trois composantes se sont d'abord développées isolément, elles se regroupent aujourd'hui sous le terme de multimédia.

Depuis 1996 le Nouveau Marché cote à la Bourse de Paris les sociétés de haute technologie. De même, les principales bourses mondiales possèdent l'équivalent du NASDAQ des États Unis. En quelques mois, de septembre 1999 à mars 2000 une spéculation effrénée s'est emparée de ces valeurs, des hausses de 1000 % sont enregistrées sur les valeurs Internet et téléphonies. Les "experts" comparent l'apparition de cette nouvelle technologie de la communication dans le domaine économique à la naissance de l'industrie automobile au siècle dernier. On appelle cela la "nouvelle économie". C'est vrai sur la forme, mais sur le fond ?

Il est évident que ces nou-

velles technologies sont des atouts pour les patrons. Au niveau de la surveillance du personnel, grâce au téléphone portable et aux logiciels de gestion du temps de travail, le patronat peut améliorer la flexibilité et surveiller la productivité des salariés.

Grâce à la gestion de bases de données informatiques qui évitent tout temps mort entre l'offre et la demande et qui permettent donc une intensification des flux tendus, les dirigeants des entreprises peuvent économiser sur les stocks de marchandises et ajuster la main d'œuvre d'où des emplois du temps de plus en plus imprévisibles pour les salariés. Tout ceci concorde parfaitement avec la nouvelle organisation du travail, les 35 h, qui en valent 39 pour les patrons du fait de l'augmentation de la productivité et de la flexibilité imposée.

De fait, si de véhicule il s'agit, les nouvelles technologies véhiculent surtout le renforcement de la bonne vieille exploitation salariale. La hausse de la productivité des salariés permet la rentabilité de la RTT et renforce leur soumission au lieu de les libérer. Le fin du fin, et là ce fut le rôle de cette bonne vieille propagande capitaliste qui a pour nom la publicité et de ces alliés "intellectuels" qui en chantent les louanges, c'est de faire financer ces innovations bénéfiques pour le capitalisme par les consommateurs de base ! Grâce à cette propagande, l'aliénation des masses est à l'origine de nouveaux profits pour leurs exploiters.

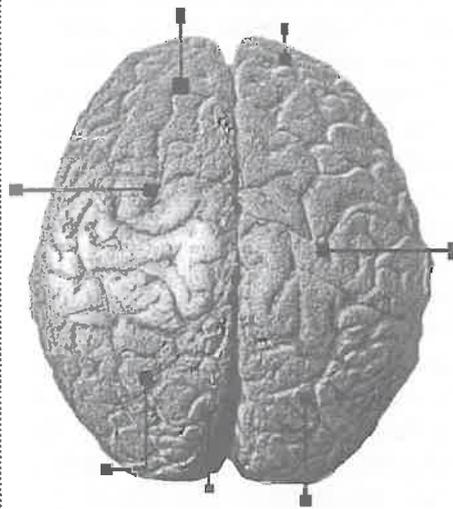
### UNE COMMANDE DU PENTAGONE

Une donnée fondamentale n'a pas été révélée au public au début de la propagation d'internet ; c'est que la technique internet trouve son origine dans une commande par le Pentagone (le commandement militaire U.S.). En février 1995, P. Quéau, chercheur à l'INA, retrace ainsi dans le Monde Diplomatique l'histoire d'internet. Dans cet article, à aucun moment n'apparaissent les

mots clés "pentagone" ou "militaire". C'est un euphémisme qui le remplace : "Le concept internet est apparu il y a 20 ans dans le cadre de recherches de l'agence américaine ARPA sur la sécurisation des transmissions informatiques contre le risque d'attaque nucléaire." Des reportages télévisés réalisés à cette époque brouillent les pistes, et présentent internet comme une technologie certes utilisée à l'origine par l'armée (alors qu'elle en est non une simple utilisatrice mais l'instigatrice), mais dont les militaires se seraient ensuite "désintéressés" ce qui aurait permis son passage dans le domaine public. Qui contrôlera internet ? c'est la question qui se pose dans les milieux branchés, alors que la question du contrôle est tranchée dès le départ du fait de l'origine de cette technique.

Ce n'est qu'en 1999 que sera diffusée clairement cette information. Mais en 1999, toutes les 2 minutes il y a un nouvel internaute et la raison cède le pas à l'irrationnel véhiculé par l'imagerie publicitaire. Car maintenant on "surfe" sur le net et le monde de la Téléphonie est en "révolution". Comme chaque décennie le pouvoir jette aux yeux des hommes l'illusion de la liberté, et ces derniers en oublient la nécessité. Il a ainsi donné à ces nouvelles productions une image "libertaire" pour le net, "libérale" pour le téléphone portable. Le sous commandant Marcos peut envoyer ses poèmes par la messagerie électronique toujours impulsée par le pentagone, le jeune et beau cadre dynamique saute en l'air avec son téléphone portable. Les deux images se complètent et, à la fin, des millions d'objets inutiles sont vendus. Chez Carrefour chaque français peut s'acheter une image flatteuse grâce à ces nouveaux colifichets. Ceci ce n'est pas que de la pub sympa, qui éclôt au jour le jour, en laissant croire que c'est au petit bonheur la chance que se développe telle ou telle technique. Non, c'est du conditionnement réfléchi sur du long terme. La preuve : la vente de 7 mil-

lions de téléphones portables en FRANCE et en 1999 était prévue et annoncée. Dans les années à venir on s'apprête à ringardiser les postes vendus en 1999, le multimédia va continuer sa percée. On pourra acheter une salade par la télé en étant persuadé que c'est révolutionnaire. D'ailleurs comme pour les radios libres le petit monde des organisations politiques contestataires possède son espace. C'est l'espace qu'on laissait dans les camps de concentration nazis aux joueurs de violon emprisonnés, pour donner aux observateurs de la croix rouge qui visitaient ces camps une illusion d'humanité. Comme eux, les sites alternatifs sont les témoins, les preuves irréfutables, pour des observateurs superfi-



ciels, qu'il y a de la démocratie dans le monde virtuel pourtant impulsé et contrôlé dès le départ et sans discontinuer par la première puissance militaire et économique mondiale. L'audience de ces groupes politiques est hors de proportion en tous cas avec le gigantisme des opérations marchandes menées sur internet. D'ailleurs, ceux qui devraient être les plus intéressés par leur message militant ne figurent pas parmi les 5% d'internautes de notre planète. Pour une grande partie de l'humanité, martyrisée par la logique de l'économie capitaliste souveraine, l'essentiel reste de manger chaque jour, de s'habiller, de se loger, pas de s'acheter de quoi surfer pendant des heures sur internet.

Quant au reste, la capacité de surveillance avouée par les flics mondiaux, leur pouvoir de couper quand et où ils le souhaitent les communications, de localiser tout message et même de rentrer dans le PC de votre salle à manger pour y lire vos mails les plus personnels est absolument énorme.

## CONCLUSION

La croyance en la technologie issue du capitalisme demeure fortement ancrée dans les milieux même les plus sincères. Beaucoup croient encore en la théorie développée par exemple dans "Géopolitique du chaos" d'Ignacio Ramonet au chapitre "L'ère internet". Ce seraient les organisations marchandes nord américaines qui prendraient le contrôle d'internet, pervertissant ainsi les ambitions éducatives et culturelles que l'on pouvait donner à ce merveilleux outil. Mais comment le pouvoir économique n'aurait-il pas le contrôle de ce qu'il a lui-même créé ? N'a-t-il pas simplement fait semblant, pour des raisons de marketing, de s'en être désintéressé ? Car, à le présenter pour ce qu'il est majoritairement, c'est-à-dire comme un instrument de flicage et de télé-achat, le risque était grand pour le pouvoir que le "client" ne se jette pas dessus ! Il fallait donner à cet instrument une image noble. Ce fut la tactique des marchands d'indulgences, qui, pour vendre au prix fort leur bout de papier (qui promettait le paradis aux gogos acheteurs), se présentaient dans les villes et campagnes avec le plus grand décorum et la bénédiction du pape. Comme les marchands d'indulgences d'alors, les bonimenteurs actuels nous prennent pour des crétins en voulant nous faire oublier qu'internet est avant tout un outil du pouvoir économique et politique.

Interpasnet

(\*1) : Je mets le terme entre guillemet pour viser ceux chez qui le titre universitaire, la fonction, la médiatisation, tiennent lieu de réflexion.

"Pour finir l'année scolaire et récompenser leurs élèves qui avaient fait une bonne année (plusieurs ont eu des prix au concours "Kangourou" des mathématiques et au concours de la Résistance) un groupe d'enseignants du collège de Reynerie avait programmé une sortie parascolaire au zoo de Plaisance-du-Touch. Plusieurs profs et personnels ATOSS se sont donc rendus sur ce lieu de loisir avec deux classes de cinquième. La journée pédagogique a commencé par la visite à pied des allées principales du zoo. Le groupe du collège avait décidé d'aller déjeuner assez tôt, vers 11 h 30, sur les zones prévues à cet effet, afin de laisser l'espace vide pour les autres visiteurs qui souhaiteraient manger sur le coup de midi, notamment les classes venus d'autres établissements avec des enfants plus jeunes. En fin de repas, avant de continuer la visite, les enfants, pour se défouler, ont joué sur l'aire de jeux et quelques uns, aux points d'eau, se sont arrosés entre eux, sans gêner personne, par ce jour de grande chaleur. A ce moment, les enseignants eurent la visite inattendue et fatidique du directeur du zoo, venu jusqu'à eux pour leur indiquer qu'ils étaient en train de manquer au règlement. Les enseignants expliquant que tout enfant s'amuse dans les mêmes conditions, surtout sur une aire de jeux, se virent répondre par le directeur que, s'ils ne tenaient pas les gamins, il ferait appel aux forces de maintien de l'ordre. Chose qu'il fit tout de suite, sans que pour autant aucun enfant ne se montre agressif. Les gendarmes



intervinrent, encadrant le groupe pour le faire sortir. Les enfants, tout comme les enseignants, se sont retrouvés sur le parking du zoo sans comprendre réellement ce qui leur arrivait. Ils furent "raccourcis", traversant le zoo, sous le regard étonné ou amusé des visiteurs qui, de toutes façons restèrent insensibles à ce qui se passait sous leurs yeux. J'ai honte pour eux.

Sur le parking commença une longue attente d'une heure et demi, sous le soleil, entourés par les gendarmes, avec, de plus, l'interdiction d'aller aux W.C. du zoo. Un bus arriva finalement et le groupe de collégiens se vit ramener entre les barres de bétons du quartier.

Aujourd'hui, les vacances sont arrivées. L'histoire a bien vite été mise de côté, après que les enfants furent accusés de tous les maux. Pourtant les accompagnateurs adultes sont formels : les enfants ont eu un comportement tout à fait normal et n'ont embêté personne. En cette période où le zoo se voit rempli de centaines de touristes, le directeur de l'établissement, a évoqué des prétextes bidons pour se débarrasser de ces classes. Peut-être trouve-t-il qu'il y a dans le collège de notre quartier trop de petits noirs, arabes ou asiatiques ? En tout cas, moi, c'est la seule "explication" que je trouve. Tout cela me fait penser à certaines périodes de l'histoire des USA, ou de nombreux magasins affichaient une pancarte "interdit au noirs", à l'Allemagne du temps des étoiles jaunes ou à l'Afrique du sud de l'époque. C'est malheureux de voir la même chose en France en 2000 ! C'est malheureux aussi de voir que personne n'a protesté à l'Inspection académique et que les gendarmes obéissent à un propriétaire de zoo pour expulser des professeurs et des personnels avec leurs élèves et qu'ils les ont gardé parqués sous le soleil comme des malfaiteurs. Que pensez vous, Monsieur le ministre de l'éducation, vous qui parlez tout le temps de civisme et d'égalité de ce qu'on a fait subir à nos enfants ?"

Une mère de famille.

*Dans notre numéro de juillet août 99, nous avons rapporté le procès fait à Reims à un militant de l'Organisation Communiste Libertaire à la suite d'une manifestation anti-fasciste. Voici la suite de l'histoire :*

"Comme les accusations étaient incohérentes, Jean Noël a d'abord été relaxé. Mais il a été condamné en appel à la demande de la police et du procureur de la république. Jean Noël avait porté la procédure devant la cour de cassation.

Alors que les dossiers présentés devant cette Cour traînent généralement en longueur (voir l'affaire Papon par exemple), celui de Jean Noël est rapidement examiné et rejeté. Les recours au niveau des juridictions françaises sont terminés. Jean Noël porte l'affaire devant la Cour Européenne qui vient d'accepter d'étudier le dossier. Mais ce recours n'est pas suspensif, fin avril 2000, la Juge d'application des peines a décidé d'incarcérer Jean Noël le 4 Juin. Pour l'accompagner ce jour là, une soixantaine de personnes se sont rassemblées devant la Maison d'Arrêt de Reims derrière une banderole "Non à la criminalisation du mouvement social". Il a pénétré dans la prison accompagné des cris de "Police partout, justice nulle part". Que 60 personnes se soient présentées avec lui à la porte de la prison, c'est un acte de solidarité dont il faut remercier tous les présents (d'autant que certaines étaient venues d'assez loin). Mais, dans une période où des organisations libertaires revendiquent (en particulier en région parisienne, à peine plus d'une heure de voiture) une expansion considérable, 60 personnes, cela fait peu.

Il y en a qui trouvent trop cool de se bouger pour un concert, une fête, un film, mais pas pour soutenir un prisonnier politique libertaire ! Il faudrait se battre un peu contre la consommation en mieu militant et contre l'absence de solidarité"

Fredo

Comme chaque année, la CNT-AIT a organisé le 1er mai sur la dalle de Bellefontaine. Loin du centre ville et du défilé des syndicats cogestionnaires, nous préférons commémorer cette journée de lutte internationale contre le capitalisme dans ce quartier. Car c'est dans des quartiers comme celui-là que la population subit en majorité la répression et la précarité.

Dès 10 heures, un premier groupe d'une dizaine de copains arrive sur la dalle et commence à installer la table de presse, le thé, le café... Rapidement, d'autres compagnons, puis des habitants du quartier rejoignent ce noyau. Certains arrivent avec "un autre futur" (notre feuille sur le quartier) à la main; les discussions s'engagent facilement.

Les échanges sont chaleureux avec des habitants de tout âge et se poursuivront même avec cer-

tains d'entre eux pendant le pique-nique organisé à midi.

Le lendemain, "La Dépêche du midi" publiait une interview de Joseph, compagnon de 82 ans, ancien de la CGT-SR et toujours militant de la CNT-AIT.

**Que représente encore pour vous le 1er mai?**

Une lutte des classes. Cette société, on ne peut pas la foutre en l'air comme se fut le cas en Espagne dans les années 30, alors en attendant la grande révolution sociale de transformation et d'autogestion des besoins par la base, il faut continuer à arracher les acquis. Le 1er mai, ce n'est pas une fête, c'est l'occasion d'exprimer des revendications et de la solidarité à l'égard des travailleurs du monde entier.

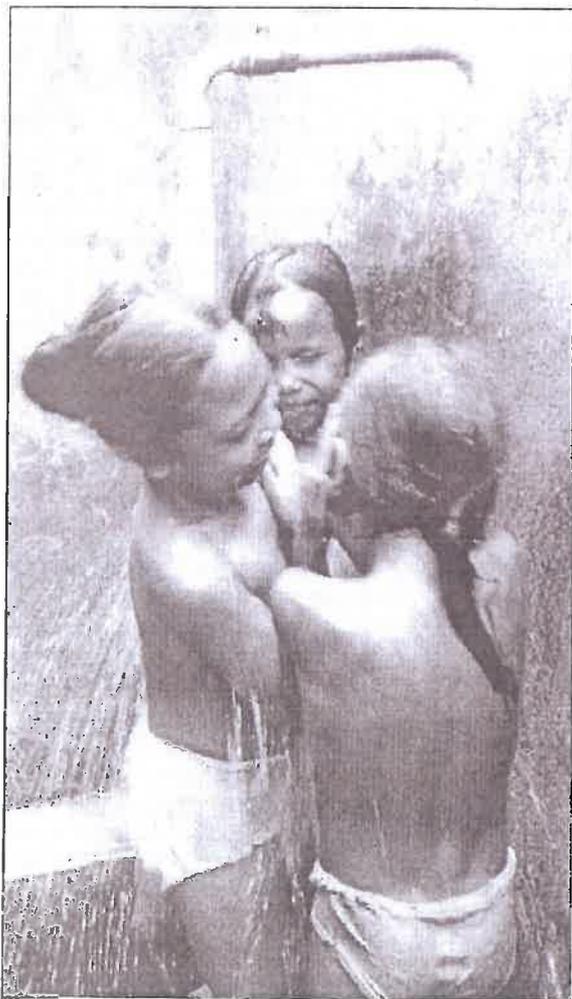
**Depuis Marx et Bakounine, la lutte des classes n'aurait-elle pas un peu changé?**

Certes mais les problèmes demeurent. Et ce ne sont pas les soit-disant centrales syndicales représentatives qui vont le faire. On ne règle rien en faisant anti-chambre dans les ministères. Regardez la dernière grève de La Poste, ils se sont fait blouser, y'a pas à tortiller.

**D'où vous vient cette passion pour l'anarcho-syndicalisme et l'anarchie?**

J'ai commencé à 13 ans, quand j'ai fait mon apprentissage pour devenir compagnon. Mon père était déjà un révolté, et j'ai été influencé par un oncle anarchiste aragonais. C'est comme ça. Depuis, dès que je reçois ma carte d'électeur, je continue à la brûler.

Extrait de La Dépêche du Midi interview de D.VIEU.



**Du 30 juillet au 6 août, camping dans le Tarn**

C'est le moment de se retrouver pour discuter et échanger des expériences de luttes.

Repas en commun le soir et débat suivant le planing fixé en début de semaine. Comptez 15 frs la nuit par personne et autant pour le repas du soir. Pour tout renseignement téléphoner au: 05.61.52.86.48

**8 septembre, Débat à bâton rompu C.A.R.E, précarité à Mac Do, Quick, ou La Poste, quels bilans, quelles perspectives de lutte?**

Débat public le vendredi 8 septembre à 20h30 au local de la CNT-AIT de Toulouse (7 rue St-Rémésy)

**14 octobre 2000, journée internationale de solidarité avec les travailleurs de Mac Do**

Le 12 octobre 1992, Marc Hopkins, travailleur précaire mourrait électrocuté lors de son service au Mac Donald's de Manchester. A la suite de cette mort, la section anglaise de l'Association Internationale des Travailleurs proposa une journée de solidarité. Depuis, tous les ans, l'AIT organise cette journée de solidarité le samedi qui suit l'anniversaire du décès de Marc Hopkins. Le système MacDo basé sur le profit à tout prix, la flexibilité et la précarité symbolise la tendance ultra-libérale du capitalisme de cette fin de siècle.

Par ailleurs, les deux tiers du personnel ont moins de 21 ans, ou appartiennent à des groupes ethniques minoritaires. Ces employés ont donc peu de choix de travail et peuvent se faire renvoyer à tout moment. Chaque année, les syndicats locaux de la CNT/AIT multiplient leurs actions. Pour vous y associer prenez contact avec le syndicat CNT/AIT le plus proche.



## *Les mineurs remportent une victoire mineure*

Les trois semaines pendant lesquelles a duré la plus longue et la plus grande grève avec occupation dans l'histoire récente de l'industrie minière tchèque sont à inscrire dans l'histoire de la lutte de classe de ce pays. Près de 50 mineurs, menacés de licenciement en masse (tout comme leurs 920 compagnons de travail) ont occupé pendant 22 jours la mine de Kohinoor, dans le Nord de la Bohême, près de la ville de Most.

### *Le contexte*

L'industrie minière tchèque ainsi que la mine de Kohinoor sont actuellement en plein processus de restructuration, c'est à dire de transformation d'une économie capitaliste d'État (Bolchevique) en modèle occidental capitaliste classique. Cette restructuration signifie en fait la privatisation, la fermeture de nombreux puits et des licenciements massifs. A l'activité des zones minières sont également liées des industries lourdes comme la sidérurgie. Les régions de Nord Bohême et de Moravie sont donc victimes d'un chômage chronique, qui dépasse les 20% alors que le niveau national est de 10%. Les cas les plus dramatiques sont dans les villages miniers qui entourent Most et la mine de Kohinoor, où le chômage explose au-dessus de 50%.

La mine de charbon brun de Kohinoor est une des plus modernes de toute la république tchèque. Elle était supposée fonctionner jusqu'en 2020, fournissant un charbon de haute qualité, et donc dans des conditions d'extractions "ordinaires" devait fournir un bon profit. Juste avant sa privatisation, l'Etat avait investi près de 7 millions de dollars (soit 49 millions de francs) dans une toute nouvelle machinerie dernier cri et des installations de sécurité.

Le 28 août 1998, les mineurs de Kohinoor ont organisé une manifestation devant le château de Koloděje, où devait se tenir une réunion gouvernementale, suivie, à l'automne 1999 par une courte grève avec occupation, alors que la mine était finale-

ment vendue au groupe APIAN. Après que le nouveau propriétaire, en collusion avec le gouvernement, eu promis que la fermeture de la mine serait graduelle et qu'elle s'étalerait sur cinq ans, les mineurs mirent fin à leur première action directe : l'occupation de la mine. Ce fut une erreur fondamentale, car au mois de mars 2000, le groupe APIAN annonça son intention de finalement fermer la mine d'ici deux ans, et l'Etat annonça son intention de ne pas fournir les 15 millions de dollar (soit 75 millions de francs) de compensations sociales pour les mineurs.

Il est primordial de comprendre que les mineurs de Kohinoor, dont la plupart sont descendus dans les puits pendant des dizaines d'années, n'ont quasiment aucune possibilité de trouver un nouvel emploi. Leur santé est mauvaise et ils ont besoin d'une plus grande attention médicale que les autres travailleurs. Une grande partie d'entre eux est également menacée de se retrouver sans toit, car en cas de licenciement ils ne pourraient rembourser les hypothèques sur leurs maisons (l'indemnité chômage est en moyenne de 3600 couronnes tchèques, soit moins de 700 francs par mois).

### *La grève*

Le 31 mars 2000, à 365 mètres sous la terre, 50 mineurs annoncèrent qu'ils ne remonteraient pas, et déclaraient une grève avec occupation illimitée. Le groupe multinational APIAN, dirigé par l'ancien chef de la Banque Mondiale Jacques DE GROOT, est bien connu dans l'environnement économique tchèque pour avoir acheté la mine de Kohinoor pour une bouchée de pain. En été 1999, le gouvernement social-démocrate avait annoncé son intention de vendre la Compagnie de Charbonnage de Most (CCM), qui détient le monopole de l'extraction du charbon sur le territoire de la république tchèque. La valeur marchande de la CCM avait été évaluée à au moins : 150 millions de dollars (750 millions de francs). Le prix d'ami auquel le gouvernement a vendu

la mine au groupe APIAN a été de 15 millions de dollars, soit dix fois moins ! La mine a donc été vendue, malgré les protestations des mineurs qui savaient très bien que le groupe APIAN n'aurait aucune obligation sociale envers eux si la mine venait à fermer.

Les mineurs ont déclenché la grève avec l'intention de forcer le groupe APIAN à vendre la mine à une autre compagnie, qui avait promis de maintenir la mine en activité pendant plus longtemps. Ce second joueur dans la partie d'échec autour de Kohinoor, la société SHD Peel, a éveillé de nombreux soupçons, du fait qu'elle était représentée par un ancien employé de Kohinoor et que son capital propre n'excédait pas les 3 000 dollars (210 000 francs). Le réel propriétaire de cette société n'a toujours pas été identifié, mais il se pourrait que ce soit la société de charbonnage OKD (Ostravsko-Karvinské Doly). La rumeur disait que son projet était de transformer la mine de Kohinoor en dépôt de déchets toxiques.

Par manque d'information, on ne sait pas exactement le rôle qu'a joué ce repreneur surprise mais on peut raisonnablement penser qu'aussi bien le groupe APIAN que SHD Peel étaient avides de récupérer une part substantielles des 15 millions de dollars promis par le gouvernement pour la fermeture graduelle de la mine de Kohinoor.

C'est ce que les mineurs ont finalement demandé et obtenu. Le 21 avril, les mineurs sont donc remontés à la surface, remportant une petite victoire. L'Etat a de nouveau promis de soutenir la fermeture de Kohinoor en apportant les 15 millions de dollars. Mais, une nouvelle fois, aucun mécanisme de sécurité n'a été mis en place au cas où l'Etat reconsidérerait sa participation et se retirerait de cet investissement.

### *Quels résultats ?*

Les mineurs ont obtenu la promesse officielle que le programme de fermeture s'étalerait graduellement sur 5 ans et que l'actuel propriétaire, le groupe APIAN, recevrait les 15 millions de dollars de subvention de la part de l'Etat. La solidarité et l'aide mutuelle n'ont pas été des faits majeurs tout le long de cette grève, mais au moins cette action directe a-t-elle mis en évidence pour la toute première fois en république tchèque que des conditions de vie décentes et l'espoir pour l'avenir doivent être conquis par la mise en pratique de la lutte de classe, et ne peuvent pas être atteints par le biais des tables de négociation.

*D'après les infos transmises par la FSA, section tchèque de l'AIT.*